



DEPARTEMENT  
DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNAUTE DE COMMUNES  
PAYS DU MONT-BLANC

**DECISION N°43/2024**  
Bureau communautaire du 23 septembre 2024

**Objet : HABITAT – CaseRénov copropriété**

**Auteur de l'acte :** Jean-Marc PEILLEX, Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc

Le Président de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les délibérations n°2021/078 du 02 juin 2021, n°2022/086 du 29 juin 2022 et n°2023/088 du 28 juin 2023 portant délégation du Conseil Communautaire au bureau,

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 décembre 2023 approuvant, l'aide financière CaseRénov pour les copropriétés et les critères d'attribution,

**Vu** les crédits inscrits au Budget de la Communauté de communes Pays du Mont-Blanc, section d'Investissement, compte 20422 – 74 – PLATEF,

**Vu** l'avis favorable du bureau du 23 septembre 2024

**Vu** le dossier de demande de financement déposé par la copropriété Le Petit Mont-Blanc (Passy) représentée par Monsieur VERNIER Anthony en vue de l'obtention d'une aide pour les travaux d'isolation de la toiture, approuvés par les conseillers Energie Habitat le 16 septembre 2024,

**DECIDE**

**Article 1 :** Une aide de la Communauté de Communes Pays du Mont-Blanc d'un montant de 10 167.23 € (Dix mille cent-soixante-sept € vingt-trois cents) est allouée à **la copropriété Le Petit Mont-Blanc** pour les travaux d'amélioration de la copropriété située 385 rue d'Anterne – 74190 PASSY.

Si le montant des réalisations finales diffère du montant prévisionnel initial retenu, l'aide sera recalculée au taux de 20% de la dépense réelle justifiée, dans la limite du plafond prévu au règlement d'attribution.

La somme acquittée pour la réalisation du passeport thermique (100 €) est également intégralement remboursée.

**Article 2 :** L'aide sera versée en une fois, après réception de la copie des factures acquittées.

**Article 3 :** En cas de non-respect des engagements souscrits lors de la demande, en cas de fausse déclaration ou de manœuvre frauduleuse, le bénéficiaire devra reverser tout ou partie de la subvention.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Ampliation de la présente décision sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet,



- Monsieur le Trésorier,

*En application de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire*

Fait à Passy, le 01 OCT. 2024.



  
Le Président,  
Jean-Marc PEILLEX.